

PROJET
COMPTE RENDU DE RÉUNION

**AUTORITÉS LOCALES ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE
POUR LA MISE EN VALEUR DURABLE DES MONTAGNES**

Date : mercredi 18 octobre 2006

Location : German Room, siège de la FAO (Rome)

Horaire: 9h30 – 16h00

Participants : ~ 55

Objectif : Comprendre le rôle que la coopération décentralisée et les autorités locales peuvent jouer dans la promotion de la mise en valeur durable des montagnes à l'échelle mondiale.

Modérateur : Nicolas Evrard, Directeur général, Association des élus de montagne (AEM).

Remarques d'ouverture

Jan Heino, Sous-Directeur général, Département des forêts de la FAO, a remercié les institutions partenaires chargées de l'organisation de l'événement, notamment l'Association des élus de montagne (AEM), l'Unione Nazionale Comuni Comunità Enti Montani (UNCCEM), EUROMONTANA, et, au sein de la FAO, le Projet pour l'agriculture et le développement rural durables en montagne (ADRD-M), le Programme de coopération décentralisée de la FAO et le Secrétariat du Partenariat de la montagne. Il a souligné l'importance de la coopération décentralisée en tant que mécanisme complémentaire de coopération au développement et a affirmé qu'elle était particulièrement utile pour les zones de montagne où les autorités locales sont prédominantes et jouent des rôles décisionnels essentiels. Il a souligné aussi de quelle façon la pauvreté, la malnutrition et la marginalisation nuisent gravement aux populations montagnardes, et plus intensément qu'aux habitants des plaines essentiellement en raison de l'altitude et des barrières géographiques qui exacerbent les disparités de développement.

En quoi consiste la coopération décentralisée et comment peut-elle être mise au service du développement des montagnes?

Javier Pérez de Vega, Coordonnateur du Programme de coopération décentralisée de la FAO, a décrit le Programme et ses mécanismes appelant l'attention aux protocoles d'accord signés par la FAO et les autorités locales dans le but d'encadrer les activités de coopération décentralisée de manière à pouvoir les exécuter avec l'assistance technique de la FAO. Le Programme a déjà signé des protocoles de ce genre avec différentes autorités régionales de France, d'Espagne et d'Italie, y compris le Piémont, les Marches, le Molise et la Toscane, la Province autonome de Bolzano et les villes de Rome et de Milan. D'intéressants projets de collaboration entre les autorités locales italiennes et les pays du Sud sont actuellement en cours.

Douglas McGuire, Coordonnateur du Secrétariat du Partenariat de la montagne, a fait une brève présentation des activités du Secrétariat, insistant sur le fait que la coopération décentralisée était tout à fait pertinente à la mise en valeur des

montagnes, cela pour deux raisons principales : 1) les zones de montagne sont caractérisées par des besoins urgents; 2) les modèles de gouvernance axés sur la décentralisation et de fortes autorités locales sont très importants pour les régions de montagne du monde entier. Il a ajouté qu'il était essentiel de valoriser la diversité et la richesse des modèles de développement existant pour les zones de montagne, notamment d'Europe, qui présentent un grand intérêt pour les pays du Sud.

Dominique Legros, Coordonnateur du Projet de la FAO pour l'agriculture et le développement rural durables en montagne (projet ADRD-M), a renforcé cette déclaration en soulignant que le projet ADRD-M a contribué à cet effort en diffusant des informations et partageant des connaissances sur les politiques de montagne et les questions de décentralisation.

Le débat s'est ouvert aux représentants des diverses régions (essentiellement Italiennes), qui ont affirmé que la réussite d'une stratégie reposait sur la coopération avec des régions de montagne présentant des conditions analogues, en identifiant des secteurs d'intérêt commun et en opérant par le biais de mécanismes participatifs faisant intervenir les communautés de montagne respectives (Rimassa, Rocchetti).

Renforcer la gouvernance locale et son impact sur la mise en valeur durable des montagnes

Maria Teresa Pelliccori, Chef du Bureau de presse de l'UNCEM, a réitéré ces concepts en soulignant l'importance des capacités locales en les mettant à la disposition d'autres régions de montagne. Le transfert de connaissances entre les régions de montagne est un processus central dans ce sens qui devrait être enrichi par un flux de communication continu et consolidé. Pelliccori a en outre fait remarquer que le modèle italien est extrêmement valable en termes de positionnement des questions de montagne dans le système juridique, et des politiques spécifiques s'y référant.

Améliorer la coordination, créer des partenariats, s'engager à agir en collaboration : pour créer des synergies entre les projets, élaborer de nouveaux mécanismes participatifs, concevoir et mettre en œuvre des projets de terrain

Luca Fornari, Conseiller diplomatique du Ministre italien des Affaires régionales, a mis l'accent sur le manque d'engagement institutionnel envers les montagnes au niveau européen. Il a ajouté que les petites et moyennes entreprises jouent un rôle primordial dans la mise en valeur des montagnes et a exhorté les participants à poursuivre leur engagement. Dans ses remarques conclusives, il a souligné que le Ministère des affaires régionales est disposé à assumer le rôle de coordonnateur et de mobilisateur de l'action des régions italiennes pour l'élaboration des politiques concernant les montagnes et la coopération décentralisée. Le Ministère est prêt à fournir les instruments nécessaires pour améliorer la coordination et la communication, à la demande des régions.

Luciano Caveri, Président de la Région autonome de la Vallée d'Aoste, a concentré son intervention sur la nécessité de placer les montagnes au centre des politiques concentriques qui devraient être élaborées à différents échelons : micro (politiques locales) - macro (politiques européennes). En partant de ce modèle, il est essentiel d'équilibrer et d'harmoniser tous les niveaux. Il a souligné les opportunités et enjeux que

représentent les flux de migration pour les régions de montagne : opportunités pour des échanges efficaces, comme la formation professionnelle intégrée à une gestion dynamique des flux migratoires, et à des programmes prévoyant le retour des migrants à leurs terres après l'acquisition de capacités professionnelles.

Exemples de collaboration en cours entre les autorités locales pour la mise en valeur des montagnes

Drew McFarlane-Slack, représentant d'EUROMONTANA, a partagé l'expérience des zones de montagne écossaises, faisant remarquer que les approches de développement à la base, faisant intervenir les communautés directement, sont cruciales pour les zones montagneuses. Il a conclu en observant que les zones de montagne offrent un énorme potentiel en termes de ressources humaines et de technologies inexploitées. **Luciano Rocchetti**, de la Province autonome de Trente, a réitéré la nécessité d'une approche systémique mieux coordonnée de coopération décentralisée. **Domenico Mastrogiovanni** (EUROMONTANA) a soutenu ce point de vue et, en référence au commentaire de McFarlane-Slack sur la technologie, a narré l'expérience d'un projet de collaboration dans le secteur de la production laitière entre le « Alto Bellunese GAL » (*Gruppo di Azione Locale/ Groupe d'action locale*) dans la province italienne de Belluno et un groupe de producteurs d'Azerbaïdjan, dans le cadre du financement LEADER+. Une des principales leçons tirées du projet est le point fondamental de pouvoir répondre aux besoins locaux des territoires de montagne, plutôt que de se contenter de transférer connaissances et techniques car les zones de montagne peuvent être profondément différentes. Le projet a été coordonné par Giuseppe Pellegrini et Orazio Andrich et vise à créer une petite unité de transformation pour la production de fromage local, en adaptant le modèle des petits centres de transformation des produits laitiers des vallées des Dolomites aux régions de montagne du Dashkesan (Azerbaïdjan), et en étroite collaboration avec les autorités locales. La technologie utilisée et adaptée pour ce projet était fondamentale pour affronter les exigences du contexte montagneux de l'Azerbaïdjan.

Les participants sont ensuite passés à l'examen des priorités. Même dans les pays européens, les priorités pour plusieurs régions de montagne sont les services et les infrastructures locales, plutôt que le transfert de connaissances à d'autres régions de montagne en développement (**Mastronardi**). Ainsi, est ressortie la nécessité de créer un réseau de régions de montagne au niveau européen et mondial (**Digonnet**).

Forces et faiblesses de la coopération décentralisée – comment l'expérience de la coopération multilatérale peut aider la coopération décentralisée dans les zones de montagne

Maria Pia Rizzo, représentant le Ministère italien des Affaires étrangères, a réaffirmé l'importance de la coordination dans le cadre de la coopération décentralisée en matière de mise en valeur des montagnes. Elle a poursuivi en déclarant que la valeur ajoutée des organisations multilatérales comme la FAO est la capacité de nouer un dialogue avec les acteurs à tous les niveaux, de l'échelon local au gouvernement central. Cette capacité d'opérer et d'interagir à différents niveaux se reflète parfaitement dans les travaux du Partenariat de la montagne.

Karl Rainer de la Province autonome de Bolzano a parlé de l'expérience de la Province, basée sur une forte adhésion aux services. Même si les services peuvent peser considérablement sur le budget public, ils sont cruciaux pour éviter la migration et encourager le développement. Puis Rainer est passé à l'analyse des avantages de la coopération intersectorielle (public-privé – société civile) et des interventions planifiées sur plusieurs années dans le cadre d'efforts de coopération décentralisée. Les projets encadrés au sein de programmes pluriannuels répondent à la nature improvisée des interventions de coopération décentralisée (une de leurs faiblesses principales), en conférant à ces activités une planification accrue et une vision nécessaire. Enfin, il a indiqué les principaux besoins concernant les activités de mise en valeur des montagnes dans le cadre des mécanismes de coopération décentralisée, à savoir : 1) négociation avec divers partenaires et communautés locales; 2) planification synergique avec d'autres acteurs spécifiques du secteur.

Nicolas Evrard, Imodérateur de la réunion, a appelé l'attention des participants sur un thème transversal : l'innovation, au niveau des institutions (ex. European Academy- EURAC ou le Business Innovation Centre de la Province de Bolzano) comme au niveau des processus de développement (ex. le modèle des tables rondes communautaires, un mécanisme de négociation multipartenaires pour la gestion des projets et utilisé par la Province de Trento).

L'intervention de **Paolo Groppo** (Département du développement durable, FAO) s'est concentrée sur le recours à une approche intégrée de développement rural, une pratique privilégiée à la FAO. Il a souligné l'efficacité des modèles de développement qui permettent des actions concertées au niveau de la communauté.

Les débats se sont élargis au public présent, l'attention portant à nouveau sur la nécessité d'une coordination des activités, dans le cadre de la coopération décentralisée. Le représentant du Ministère italien des Affaires régionales (**Zani**) a déclaré que le Ministère serait disposé à répondre à cet appel avec des instruments adéquats (UNCHEM, Istituto Nazionale della Montagna – IMONT et Fondazione italiana per le montagne). La FAO se situe sur une voie parallèle avec des efforts de coordination et de planification afin de fournir un appui technique (**Castelgrande**). Toutefois, un participant a souligné qu'il était essentiel d'éviter le risque d'« homogénéiser » les approches méthodologiques en favorisant une diversité méthodologique qui répondrait mieux aux besoins spécifiques des zones de montagne. Des interventions ponctuelles ont été une des caractéristiques les plus positives de la coopération décentralisée (**Rocchetti**).

En conclusion, le Secrétariat du Partenariat de la montagne a offert sa disponibilité pour servir de référence au rassemblement et au partage des expériences/matériels pour les partenaires de la coopération décentralisée, en offrant un espace dédié sur le site du Partenariat de la montagne. Les informations sur les activités encouragées par les autorités locales italiennes pourraient être recueillies et diffusées par l'intermédiaire de ce média en ligne, à la demande des parties prenantes.

Prochaines phases : définir qui faire intervenir, comment communiquer et interagir, activités spécifiques à entreprendre, responsabilités, calendrier et autres mesures nécessaires (réunions supplémentaires, ateliers, mécanismes de lobbying, financement)

Nicolas Evrard a conclu la réunion en soulignant des points importants :

- La coopération décentralisée n'a pas une seule et unique acception; toutefois, le débat en cours sur cette question ne devrait en aucun cas entraver l'action.
- Il faut identifier les acteurs qui soutiennent la mise en valeur durable des montagnes par des mécanismes de coopération décentralisée, ainsi que leurs rôles respectifs, étant donné qu'il y a souvent un *gap* entre les acteurs travaillant au développement en montagne et ceux qui s'occupent de coopération décentralisée.
- Certaines préférences méthodologiques sont apparues durant l'atelier, qui devraient être au premier plan de la mise en valeur des montagnes, à savoir : approches de développement local; partenariats multisectoriels; approches au niveau de la communauté; innovation (des processus et des technologies); développement des services; utilisation des capacités locales et valorisation des ressources humaines existantes.
- Le Secrétariat du Partenariat de la montagne s'engage à fournir les outils servant à la collecte de l'information, conformément à la demande des partenaires, et à rassembler les organismes s'occupant de coopération décentralisée en faveur des régions de montagne.
- On pourrait envisager un autre atelier - en fonction des manifestations d'intérêt de la part des participants - qui pourrait être accueilli par l'AEM pour reproduire cette expérience à la FAO qui s'est avérée d'une grande utilité, avec des représentants des autorités locales d'Espagne, de France, et de Suisse.